

Fédération  
Syndicale **P**  
**Unitaire**  
**Y de Dôme**

N°57 **SOMMAIRE**

**OCTOBRE  
2008**

Prix du  
Numéro  
**0,30 €**

Page 1 : Edito : Faire changer de cap !  
Page 2 : Rentrée 2008 : une rentrée au goût amer pour les enseignants des écoles - Dans les collèges - La réforme des lycées  
Page 3 : AGENDA - Notre métier le vaut bien ! - Tous en grève le 7 octobre ! - Tous à Paris !  
Page 4 : La laïcité menacée - Appel à contribution financière

Déposé le 2-10-2008

Maison du peuple - 29 Rue Gabriel Péri - 63 000 CLERMONT-FD  
Tel. : **04 73 31 24 83** - Fax : **04 73 31 76 87** - email : **fsu63@fsu.fr**

Site web : **http://auvergne.fsu.fr**

Bulletin de la FSU du Puy de Dôme - Trimestriel - N° CPPAP 0311 S 07820- N° ISSN 1247 - 2573

Directeur de la publication : Claude Delétang



# FAIRE CHANGER DE CAP !

La crise ? Quelle crise ? Nier l'évidence, mentir et poursuivre une politique qui outre le fait de délabrer considérablement les conditions de vie de la majorité des français, aggrave la récession qui frappe de plein fouet la société et l'économie. Dès les premiers signes avant coureurs de la crise financière internationale, le gouvernement s'était fendu de communiqués argumentant que l'Europe et la France en particulier étaient à l'abri de la dépression mondiale, osant affirmer même que notre pays résisterait mieux que d'autres, parce que le Gouvernement avait su mener à temps les réformes nécessaires.

Face aux derniers chiffres alarmants d'une baisse de la croissance (chose pratiquement jamais observée depuis la libération), face à une aggravation record du déficit commercial, d'une dégradation subie des finances publiques, face à une montée sans précédente de l'emploi précaire et du sous emploi, face à une reprise de l'inflation et à une grave dégradation du pouvoir d'achat des français, que font le Président et le Gouvernement ? ... Rien ! ... Rien, si ce n'est réaffirmer la poursuite d'une politique d'austérité dont on cache le nom, d'une politique de redistribution de la richesse nationale en faveur de la France "bling-bling" d'en haut, des rentiers, des héritiers et des patrons du CAC 40.

Élu pour être le "Président du pouvoir d'achat", Nicolas Sarkozy renie aujourd'hui sa parole, est-ce vraiment étonnant ? Élu sur un mensonge, il entend, poursuivre sur sa ligne politique.

La FSU entend mettre en place un plan d'action à la hauteur des attaques subies : du 11 septembre de l'éducation à la manifestation des organisations de l'éducation du 19 octobre à Paris en passant par la grève interprofessionnelle du 7 octobre et les multiples initiatives de défense des services publics.

Ce sont deux échéances im-

portantes de mobilisation qui sont programmées dans les semaines à venir. Le 7 octobre l'ensemble des salariés français est appelé à se mobiliser par un front unitaire de 6 organisations syndicales : FSU, CFE-CGC, CFDT, CGT, Solidaires, UNSA. A l'occasion de la journée mondiale pour le travail décent il s'agira de donner tout le poids d'une action interprofessionnelle à la défense du pouvoir d'achat, de l'emploi, des services publics, d'une protection sociale de haut niveau. C'est dire combien les revendications des personnels de la fonction publique sont totalement concernées par cette action et la FSU 63 les appelle à se mobiliser massivement en faisant grève et en manifestant à 15 h avenue de la République. Le 19 octobre ce sont tous ceux qui sont attachés à une école de la réussite pour tous qui se rassembleront dans une manifestation Nationale à Paris : personnels, parents, jeunes, militants associatifs... à l'appel d'une vingtaine de syndicats, mouvements et associations. C'est dire l'enjeu : un mouvement large et unitaire susceptible de peser sur les choix gouvernementaux en matière de budget, de conception de nos métiers, de recrutements, de politique éducative.

Des semaines chargées donc en perspective mais à nous de transformer tous les mécontentements en une action " **Tous ensemble et en même temps** ", afin d'obtenir un changement de cap radical.

*Michel Bouchet*

## Grève le 7 octobre - Manif le 19 !

# RENTREE 2008 : une rentrée au goût amer pour les enseignants des écoles

– **Mensonge** organisé du ministère qui veut faire passer pour un progrès, une réforme qui consiste en fait en une déstabilisation systématique de l'école : heures de soutien pour quelques uns contre heures du samedi perdues pour tous, disparition de la formation initiale et continue des enseignants du 1er degré à partir de 2010, prétention à diviser l'échec scolaire par trois alors que la suppression de nombreux postes provoque une dégradation considérable des conditions de scolarisation !

– **Mépris et provocation** des personnels lorsque le Ministre déclare que “ les enseignants de Maternelle... ont la fonction essentielle de faire faire la sieste ou de changer les couches ” alors que la propreté est un préalable à la scolarisation.

– **Atteinte au droit de grève** avec “ le service minimum d'accueil ” qui oblige les enseignants à se déclarer en grève 48 h à l'avance et qui met à leur place des personnels sans aucune qualification requise.

– La liste est longue des mesures qui entraînent à la fois une détérioration sans précédent des conditions de travail des enseignants mais également un renoncement quant à la qualité du service public d'éducation et l'ambition de faire réussir tous les élèves.

– Les répercussions départementales mettent en évidence la désorganisation programmée de l'école: décisions prises dans l'urgence comme la réorganisation des postes de modulateurs fin août entraînant des 3 fermetures de postes, injonctions parfois contradictoires des IEN, concernant l'organisation des heures de soutien individualisé avec des délais bien courts laissés aux équipes au regard de la tâche à accomplir.

De nombreuses questions restent en suspens, le devenir des IUFM, des RASED (Réseaux d'Aide aux Elèves en Difficulté), des Maîtres formateurs, la situation des AVS et EVS toujours aussi précaire...

Les inégalités se renforcent sur tout le territoire autant dans les conditions d'application de cette réforme que dans la prise en compte réelle des besoins éducatifs. (exemple de l'organisation des 60 heures soumises aux contraintes locales, avec des besoins en terme de soutien très disparates d'un secteur à l'autre).

**Le SNUipp-FSU, attentif à ces bouleversements et à leur conséquences pour les collègues et les élèves, continue à organiser la mobilisation pour résister à cette politique de casse du service public d'éducation.**

*Jocelle Masson*

## Rentrée dans les collèges

La rentrée dans les collèges du Puy de Dôme se présente sous de sombres auspices :

- 36 postes d'enseignants ont été supprimés, alors que le nombre d'élèves est en hausse.

- le nombre d'HSA est en hausse d'environ 35%. On assiste dans certains cas à un chantage sur les groupes en sciences pour qu'elles soient prises.

- de nombreux compléments de service sont créés, certains découlant d'heures supplémentaires. Les enseignants des 59 collèges du 63 fournissent 133 compléments de service !

- la suppression de la carte scolaire a conduit à une hausse des demandes de dérogation de 85%. Cela a induit des modifications de la structure de certains collèges, alors que celle-ci avait été validée en commission paritaire et par les CA d'établissement, et alors que les mutations du personnel avaient eu lieu. Nous avons rappelé notre opposition à toute modification de la structure des établissements dans ce cadre. Ceci conduit à avoir des classes surchargées dans certains établissements, et des classes à faible effectif dans d'autres.

- l'accompagnement éducatif est généralisé dans tous les collèges à la rentrée. Rappelons qu'il est fait par les enseignants sur la base du volontariat, et qu'il ne peut être intégré au service. Qualifié “d'offre complémentaire aux enseignements en dehors du temps scolaire” dans une circulaire récente, les déclarations du ministre Darcos confirment nos craintes sur les menaces d'externalisation pesant sur certains enseignements.

La rentrée n'a pas eu lieu au collège de Gelles. Depuis des années, nous demandons une réflexion poussée sur l'avenir des collèges ruraux de l'académie. Malgré quelques actions (mises en réseau), l'Administration a laissé ces établissements dépérir en se dirigeant vers une fin espérée comme inéluctable. Le courage a manqué pour prendre une décision, et le cas du collège de Gelles a été traité de la pire façon possible.

*Philippe Boucard*

## La réforme des lycées, enjeu majeur du second degré

L'échec trop élevé des élèves en seconde, la hiérarchisation des filières, la désaffection des filières technologiques et littéraire, la difficulté de changer de filière, la stagnation du taux de réussite au bac sont des réalités qui interpellent les enseignants et les parents d'élèves.

Fort de ce constat, le SNES a souhaité participer aux discussions avec le ministère de l'Education pour y porter ses propositions sans naïveté mais avec une grande détermination et en consultant régulièrement la profession.

Le SNES y défend l'amélioration des voies générales et technologiques à partir d'une classe de seconde générale et technologique de détermination revue et d'un cycle “ première terminale ” diversifié dans ses spécialités et du bac premier grade universitaire. Ses propositions s'inscrivent dans le cadre d'une société qui lutte contre les inégalités sociales et considère la réussite ou l'échec comme relevant aussi d'une responsabilité collective à contrario des orientations gouvernementales. Elles s'opposent à la volonté de réduction de l'investissement éducatif et à l'accroissement d'autonomie des établissements.

le calendrier proposé par le ministère (décembre 2008: décisions ministérielles sur la seconde, janvier-juin 2009 : préparations des programmes de seconde, septembre 2009 : nouvelle seconde) est inacceptable et toutes les organisations syndicales ont demandé de reporter la mise en application de la réforme en 2010. Il est en effet nécessaire, pour le SNES, de consulter les personnels régulièrement pour qu'ils s'expriment sur les projets de réforme (seconde, filières, programmes...). La présence du SNES à ces discussions est conditionnée au report du calendrier et au contenu des propositions ministérielles.

*Patrick Lebrun*

## AGENDA :

### 7 OCTOBRE

Grève interprofessionnelle FSU, CFDT, CFE-CGC, CGT, Solidaires et UNSA.

### 11 OCTOBRE

Rassemblement à 14 h aux Fades (Les Ancizes-Comps) pour assurer la vie collective dans les Combrailles.

#### Réunions publiques :

Clermont-Ferrand : lundi 6 octobre à 18H, salle Victor Hugo (sous Auchan Nord)

Riom : mardi 30 septembre à 18H, maison des associations, salle Attiret de Manevil, troisième étage, entrée rue Nord

Thiers : mardi 7 octobre à 18H, salle n°1 de la Mairie, entrée principale

Issoire : jeudi 9 octobre à 18H à la halle au grain, Place de la Halle.

### 16 OCTOBRE

Journée nationale d'action sur le pouvoir d'achat des retraités et des pensions. Rassemblement, place de la victoire à 14 h 30 puis manifestation

### 19 OCTOBRE

Manifestation nationale à Paris pour la défense du service public laïque d'éducation

### 25 OCTOBRE

Manifestation départementale pour la défense et le développement des services publics (à l'initiative du collectif de défense et le développement des services publics sur Thiers-Ambert)

### 27 OCTOBRE

Conférence sur le droit du et au travail à l'initiative de la LDH, à laquelle s'associent la FSU, Amnesty International, La Cimade,... avec Gérard Filoche à 20h, Salle Multimédia Georges CONCHON. (Maison de la Culture)

### 3 NOVEMBRE

Manifestation nationale de protestation contre le sommet européen des ministres de l'immigration à Vichy.

Meeting à Cusset sur les politiques d'immigration

## NOTRE MÉTIER LE VAUT BIEN !

Plus de mérite, plus d'heures supplémentaires !

Mais moins d'école, semaine de quatre jours au collège, moins de 27H pour le lycée en seconde. La semaine de quatre jours c'est bien entendu une semaine sans mercredi. Quid des rythmes de l'enfant, quid du sport scolaire ? Moins d'heure de cours c'est un dégrèvement des horaires par discipline ou la suppression ou l'externalisation (c'est le piège de l'accompagnement éducatif pour l'EPS) de certaines disciplines, des programmes allégés, quid d'une véritable culture ? En réduisant l'offre éducative et le temps scolaire, le ministre renforce les inégalités ; c'est le temps " hors les murs " (de l'école) qui cimenter le clivage social.

Derrière la défense de l'intérêt de l'élève, il s'agit aussi de défendre notre métier. Le professeur n'est-il pas tout autant essentiel ? Quand un prof va mal, ses élèves le sentent immédiatement et son activité pédagogique n'est plus la même. Aujourd'hui les profs d'EPS comme l'ensemble des enseignants souffrent. Entre la déconsidération sociale, la restriction progressive de l'autonomie pédagogique, la remise en cause de notre professionnalité, le recul salarial et la pression de la hiérarchie, nous pouvons avoir quelques légitimes difficultés à envisager notre métier de façon sereine ?



Si nous entendons des éloges sur notre compétence, notre dévouement, notre attachement à la réussite de l'enfant, aujourd'hui nous voulons du concret ! Des choix politiques qui fassent de l'éducation et de la formation la première ambition du pays. Des choix politiques qui n'obéissent pas aux seules règles de gestion libérale (économies/profits). Une écoute réelle des propositions faites par les professionnels que nous sommes. Un salaire à la hauteur de la responsabilité que nous avons envers les générations futures.

Cela ne saurait se faire sans un véritable plan de résistance ! Une grève le 7 octobre pour un travail décent : faire respecter notre dignité professionnelle. Une manifestation nationale le 19 octobre où il s'agira de signifier à ce gouvernement avec le soutien de l'opinion publique que nous n'accepterons plus d'être les bœufs émissaires d'une société qui ne tourne pas rond. Une bataille de l'opinion qui doit se poursuivre au cœur des établissements scolaires.

C'est le sens du travail du SNEP au côté des syndicats de la FSU.

Rendez-vous le 7, le 19 et plus encore !

*Joëlle Carpentier*

### Tous en grève le 7 octobre !

Cette journée revendicative nationale se situe dans un contexte d'action syndicale à l'échelle mondiale, où la Confédération Syndicale Internationale appelle les salariés de tous les pays à faire du 7 octobre une grande journée d'actions pour le « travail décent ».

- ☞ Que ce soit dans les pays développés ou dans les pays pauvres, les bas salaires, c'est indécent.
- ☞ Le travail qualifié non reconnu, c'est indécent.
- ☞ L'inégalité entre les femmes et les hommes, c'est indécent.
- ☞ La précarité et le chômage, c'est indécent.
- ☞ L'absence ou le recul de la protection sociale, c'est indécent.
- ☞ La remise en cause des droits sociaux, c'est indécent.
- ☞ L'indécence atteint son comble quand, dans tous les pays, les salariés vivent ces situations parfois même de manière dramatique, subissant au nom de la mondialisation une concurrence éhontée !

**A.G. FSU à 10 h 30 amphi des colloques de la Maison des sciences de l'homme (4 rue Ledru à côté de la fac de droit)**

**RASSEMBLEMENT à 15 h Avenue de la République à Clermont-Ferrand. Arrivée à 17h 30 à la Maison du Peuple où la mobilisation se poursuivra par des prises de parole et un concert**

### TOUS à PARIS !

**le dimanche 19 octobre 2008**

**Manifestation nationale pour l'Éducation**



Signez l'appel de soutien en ligne :

<http://www.unecole-votreavenir.org/>

#### Déplacement en train

au départ de Clermont-Ferrand

**Départ vers 8h**

Arrêts à Riom, Vichy, Moulins, Nevers

**Retour vers 22 h 30**

Renseignements auprès de la FSU 63

par téléphone au **04 73 31 24 83**

par courriel : [fsu63@fsu.fr](mailto:fsu63@fsu.fr)

sur le site : <http://auvergne.fsu.fr>

N'oubliez pas de remplir et de nous faire parvenir votre bulletin de souscription p. 4

# La laïcité menacée

Après avoir été "consacré" Grand Chanoine de l'église catholique lors de sa visite au Vatican, après ses déclarations sur "la morale"... , N. Sarkozy est allé plus loin encore dans son offensive contre la laïcité, lors de la récente visite du pape reçu en très grande pompe.

En ajoutant systématiquement l'adjectif « positif », N. **Sarkozy distille insidieusement dans les esprits l'idée que la laïcité aujourd'hui serait négative** et qu'il faudrait la dépasser. Il montre ainsi qu'il n'a pas abandonné l'idée de bousculer cette valeur essentielle de la République, y compris en modifiant la loi de 1905.

En subordonnant la construction de la pensée à la dimension religieuse, en s'inscrivant dans une vision manichéenne du monde telle que développe, entre autres pour les Etats Unis Georges Bush, il ouvre la porte aux logiques politiques de la guerre des civilisations.

Tant dans ses dimensions internationales que nationales, cette idéologie occulte les responsabilités des politiques libérales dans l'aggravation des inégalités et de la pauvreté.

La volonté d'introduire les religions dans l'espace politique public vise à leur attribuer un rôle important dans le traitement des difficultés sociales.

La FSU rappelle que la première responsabilité du Président est de défendre les valeurs de la République dont la laïcité est un des piliers.

**La FSU rappelle son attachement à la laïcité et qu'elle s'oppose à toute modification de la loi de 1905, loi de compromis qui a permis que se développe un espace public démocratique et laïque.**

Elle réagira à toute tentative de modification de cette loi. Elle contribuera au maintien de l'unité des organisations laïques rassemblées à l'occasion de la pétition du début de l'année 2008.

En tant que personnels de l'Ecole Publique, en tant qu'éducateurs attachés à l'Ecole de la République, en tant que citoyens refusant le retour à l'obscurantisme et à l'ordre moral : la plus grande vigilance et la mobilisation forte de tous les laïcs sont désormais à l'ordre du jour.

*Michèle Bouchet*

## APPEL A CONTRIBUTION FINANCIERE POUR LA MANIF DU 19 OCTOBRE A PARIS

La manifestation nationale à Paris est un rendez vous important dans notre calendrier de mobilisation, cette manifestation convoquée à l'appel de l'intersyndicale de l'éducation et de diverses organisations intervient en début d'année, signe d'une unité prometteuse pour de futures mobilisations. Il faut faire de cette journée un temps fort,... très fort, qui doit compter et peser sur la suite de l'action. Comme chaque fois la manifestation parisienne mobilise d'importantes ressources financières, c'est pour cela que la FSU 63 fait appel à contribution pour aider au financement.



Je souhaite contribuer au déplacement de la délégation du Puy de Dôme à la manif de Paris du 19 octobre 2008.

Nom : ..... Prénom : .....

Je verse la somme de : .....

SYNDICAT : .....

Par chèque à l'ordre de la FSU 63

Adresse.....

Je souhaite m'inscrire à la manif à Paris :

.....

Mail : .....

OUI NON

tél. : .....